



République de Guinée

BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE

Troisième Trimestre 2022

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION NATIONALE DE LA DETTE ET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Table des matières

Définitions.....	3
Sigles et acronymes.....	5
Préface.....	6
I-Situation de la dette publique.....	7
II-Conclusion et recommandations.....	9
III-ANNEXES	
Graphique 1 : Répartition de l'encours de la dette publique.....	10
Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2016-T1 2021.....	10
Graphique 3 : Répartition de la dette intérieure par instruments.....	11
Graphique 4 : Répartition de la dette extérieure par catégorie de créanciers.....	11
Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (millions USD) et du taux d'endettement public Au 30 juin 2021.....	12
Graphique 5 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques.....	13
Graphique 6 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par devises au 30 juin 2021.....	14
Graphique 7 : Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs au 30 juin 2021	14
Graphique 8 : Profil d'amortissement de la dette publique au 31 décembre 2020 (millions USD).....	15
Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres.....	15
Tableau 3 : Service assuré de la dette publique au 30 juin 2021 (milliards GNF).....	16
Tableau 4 : Les nouveaux engagements.....	16
Tableau 5 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 30 juin 2021....	16
Tableau 6 : Prêts rétrocédés et Dettes garanties (en millions USD).....	17
Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette en devises (en millions USD).....	17
Tableau 8 : Plan de financement	18

Définitions

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) : analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Champ de couverture de la dette

Le présent Bulletin est constitué de la dette de l'Administration Centrale et de la dette des Sociétés publiques financières (Banque Centrale de la République de Guinée).

Dette totale du secteur public : la dette du secteur public comprend

- la dette de l'Administration publique
 - dette de l'Administration Centrale ;
 - dette des collectivités publiques.
- la dette des Sociétés publiques
 - dette des Sociétés publiques non financières ;
 - dette des Sociétés publiques financières.

Encours de la dette publique : montant qui a été décaissé mais non encore remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Garanties : font référence à un accord de payer la dette d'une entité, si cette entité fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007). Les garanties octroyées par l'Etat à une entité publique ou privée représentent un passif conditionnel pour l'Etat.

Instrument de dette : Il est défini comme étant une créance financière obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date donnée ou à des échéances futures.

- droits de tirages spéciaux (DTS) ;
- numéraires et dépôts ;
- titres de créances ;
- crédits ;
- systèmes d'assurances, de pensions et de garantie standard ;
- autres comptes à payer.

Les instruments de dette sont généralement établis lorsque le créancier fournit une valeur économique au débiteur selon un accord contractuel.

Pour le présent bulletin, les instruments de dette usités sont :

Les crédits pour la dette de l'Administration publique (dette de l'Administration Centrale) et le DTS pour la dette des Sociétés publiques (dette de la Banque Centrale), les obligations du trésor et les bons du Trésor.

Prêts rétrocédés : ce sont des prêts que le créancier a octroyés à une entité après s'être lui-même endetté auprès d'une autre entité. Lors d'un prêt rétrocédé, le prêt original entre l'Etat et le créancier est une dette de l'administration centrale mais ne constitue pas un passif conditionnel. Le prêt rétrocédé, quant à lui, est un actif de l'Etat et un passif pour l'entité qui bénéficie du prêt.

Résidence : Une unité institutionnelle est considérée comme résidente d'un pays, si elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire du pays. L'expression « centre d'intérêt économique » signifie que l'unité en question exerce ou entend exercer des activités économiques sur le territoire soit pour une durée déterminée d'au moins un an.

Risque de refinancement : possibilité qu'un emprunteur ne recoure au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et qui recourent à une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque de refinancement.

Risque de taux de change : risque que la valeur d'un investissement ou d'un instrument change sous l'effet des fluctuations de taux de change.

Risque de taux d'intérêts : vulnérabilité des coûts à une hausse de taux d'intérêt. Par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, le risque que la valeur d'un investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette : paiements au titre de la dette qui arrivent à échéance durant la période en cours (principal et intérêts).

Soutenabilité de la dette : Elle peut être considérée comme assurée, lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés.

Transactions : elles comprennent les tirages en plus et les remboursements du principal en moins.

Valeur nominale : la valeur nominale d'un instrument de la dette est une mesure de valeur du point de vue du débiteur à n'importe quel moment. C'est le montant dû par le débiteur au créancier qui sert de point de départ pour établir la responsabilité légale utilisée dans les analyses de la vulnérabilité et de durabilité. La variation de la solvabilité n'affecte pas la valeur nominale de la dette.

Valorisation de la dette : le guide de la dette du secteur public recommande de valoriser tous les instruments de la dette à la valeur nominale.

Valorisation de l'encours en fin de période : c'est la valeur d'ouverture, des transactions et autres flux économiques qui constituent la valeur de clôture de l'encours.

Sigles et Acronymes

AED	<i>Dirham des Emirats Arabes Unis</i>
AFD	<i>Agence Française de Développement</i>
BADEA	<i>Banque Arabe de Développement Economique en Afrique</i>
BEI	<i>Banque Européenne d'Investissement</i>
BID	<i>Banque Islamique de Développement</i>
BIDC	<i>Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO</i>
BOAD	<i>Banque Ouest Africaine de Développement</i>
DNDAPD	<i>Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement</i>
DTS	<i>Droits de Tirages Spéciaux</i>
EUR	<i>Euro</i>
FAD	<i>Fonds Africain de Développement</i>
FADD	<i>Fonds d'Abu Dhabi</i>
FIDA	<i>Fonds International de Développement Agricole</i>
FKDEA	<i>Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe</i>
FSD	<i>Fonds Saoudien de Développement</i>
FSID	<i>Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement</i>
GBP	<i>Livre sterling</i>
IDA	<i>Association Internationale de Développement (Banque Mondiale)</i>
JPY	<i>Yen Japonais</i>
KWD	<i>Dinar koweïtien</i>
OPEP	<i>Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole</i>
PIB	<i>Produit Intérieur Brut</i>
SAR	<i>Riyal Saoudien</i>
UC	<i>Unité de Compte (panier de devises utilise par le FAD)</i>
USD	<i>Dollar US</i>
YRMB	<i>Yuan Renminbi</i>

Préface

En 2019, les autorités guinéennes ont adopté une politique de la dette qui s'inspire des normes internationales. La transparence est l'un des éléments essentiels de la déclaration de la politique d'endettement public. Ainsi, l'établissement du bulletin statistique trimestriel et sa publication sur le site du département, demeurent un impératif pour atteindre les objectifs de gestion de la dette publique.

Le Bulletin statistique, en tant qu'instrument de synthèse de la Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD), s'inscrit dans cette logique de promotion de la bonne gouvernance et d'amélioration des relations avec nos partenaires techniques et financiers, ainsi que les populations.

C'est pourquoi, l'accès du public aux données de la dette publique demeure une priorité du Ministère de l'Economie et des Finances, étant entendu qu'il permet de vulgariser les informations économiques et financières, renforçant ainsi le système de communication et la transparence, gages de crédibilité, de fiabilité et de confiance.

I. Situation de la Dette Publique au 30 septembre 2022

Le stock de la dette publique et de la dette garantie au 30 septembre 2022 se chiffre à GNF 61 867,31 milliards, soit environ USD 7 161 milliards. Il est constitué de GNF 33 761,43 milliards soit USD 3 908 milliards au titre de la dette extérieure (56%) et de GNF 28 105,89 milliards soit USD 3 253 milliards au titre de la dette intérieure (**voir graphique 1**).

L'évolution du stock de la dette publique présente une tendance à la hausse par rapport au trimestre précédent, qui était de USD 7 073 milliards, due à la hausse de l'encours de la dette intérieure qui est passé de USD 3,086 milliards à fin juin 2022 à 3 253 USD milliards à fin septembre 2022. (**voir graphique 2 et tableau 1**).

La dette intérieure est constituée des Bons du trésor à moins d'un an (27,79%), des Emprunts Obligataires de 3 ans (1,46%), de la dette titrisée (11,81%), des avances à court termes de la BCRG (22,26%), de la recapitalisation de la dette BCRG (15,46%), des crédits TVA (6,20%) et des arriérés de dépenses (6,9%) de la dette publique (**voir graphique 3**).

La dette extérieure quant à elle, est constituée de la dette Multilatérale (46,86%), de la dette bilatérale (43,90%) et de la dette commerciale (9,24%) (**voir graphique 4**).

La dette multilatérale est composée de la Banque Mondiale (8,23%), du FMI (5,56%), de la BID (4,58%), du Groupe de la BAD (3,27%), de la BEI (1,73%) et des autres (2,19%) de la dette publique. Il est à noter que la Banque Mondiale et le FMI représentent respectivement 32,20% et 21,76% de la dette multilatérale, 15,19% et 10,94% de la dette extérieure.

Les créanciers du Club de Paris excluant le C2D représentent 0,7%, alors que ceux Hors Club de Paris se situent à 27,6% de la dette publique. En termes de volume de la dette bilatérale, la Chine occupe le premier rang avec 70,20% de la dette bilatérale, 31,7% de la dette extérieure et 19,9% de la dette publique.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) est de 36,4%, reparti entre la dette extérieure pour 19,8% et la dette intérieure pour 16,5%. (**voir tableau 1**).

Ce taux, en hausse par rapport à celui de juin 2022, qui était de 35,9% s'explique par la hausse du taux d'endettement de la dette intérieure et l'effet du taux de change sur le niveau de la dette extérieure combiné par le dynamisme de l'économie reflété par le niveau du PIB relativement élevé par rapport à celui de 2021.

Le niveau de ce taux d'endettement en dessous du seuil de 70% fixé pour les pays membres de la CEDEAO, résulte de la gestion prudente de la dette, qui privilégie le recours aux emprunts concessionnels, en conformité avec les réformes des Finances Publiques.

Il est à signaler que le C2D en GNF 344 milliards, soit USD 40 millions, ainsi que les arriérés extérieurs pour GNF 1 296 milliards, soit USD 150 millions, représentent respectivement 0,8% et 2,42% de la dette publique et 0,30% et 1,1% du PIB.

De même, le ratio du service de la dette sur les exportations est de 2,82% en moyenne, nettement en dessous du seuil de 10%. Toutes choses qui ont permis la stabilité du taux de croissance à une moyenne de 7,5% sur les trois dernières années (**voir graphique 5**).

Avant l'éclatement du panier de DTS entre les devises, le dollar était à 42% alors que l'euro était à 13%. Après l'éclatement, le dollar US avec 58%, reste la principale monnaie de la dette extérieure suivi de l'euro 25%. Cette configuration traduit la politique du Gouvernement qui consiste à réduire progressivement l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change. (**voir graphique 6**).

Les tirages cumulés sur emprunts en devises s'élèvent à USD 275 millions, soit 2363 GNF milliards pour la réalisation des Projets et Programmes de Développement financés par les partenaires bi et multilatéraux, par catégories de créanciers et par trimestre figurant dans le **tableau 2 et graphique 8**.

Les prévisions de la dette publique en 2022 se chiffrent à GNF 14 820,10 milliards dont 13 621,21 en dette intérieure et 1 198,89 en dette extérieure.

L'exécution du service de la dette publique au troisième trimestre se chiffre à GNF 3 261,21 milliards dont GNF 2 514,51 milliards pour la dette intérieure et GNF 746,69 pour la dette extérieure, soit un taux d'exécution de 62,69% comme l'indique le **tableau 3**. Aussi, l'Etat a mobilisé à la fin du troisième trimestre 2022 GNF 8 717,8 milliards sur le marché local, constitués de bons du trésor et des Obligations du Trésor. Ce niveau est en hausse de 30% par rapport au deuxième trimestre de 2021, due à l'émission d'un nouvel instrument, les obligations du trésor pour un montant de GNF 1730 milliards.

Le profil d'amortissement de la dette publique reste faible de 2022 à 2050. Cette tendance s'explique par le recours aux prêts concessionnels conformément au programme FEC (**voir graphique 7**).

Le risque de refinancement est important et découle principalement de la dette intérieure. A fin 2021, près de 36,9 % de la dette intérieure, principalement les arriérés et les bons du Trésor, doit être remboursée et refinancée en 2023. En dehors des bons du Trésor, le profil de maturité indique une bonne répartition des échéances au cours des prochaines années. Ce profil pourrait changer si la stratégie implicite actuelle qui favorise l'émission de titres à court terme demeure inchangée pour les prochaines années.

Au cours du troisième trimestre 2022, les accords de prêts signés se résument dans le tableau 4.

Toutefois, pour l'année 2021, le montant total des nouveaux engagements au titre des prêts et des dons se chiffre environ à USD 431,600 millions soit un taux moyen de concessionnalité de 39,98%.

L'analyse du portefeuille de la dette a été réalisée en 2020 avec l'assistance technique de l'Afritac de l'Ouest du FMI. Les résultats ont montré que le portefeuille est exposé aux risques de refinancement, au taux d'intérêt et de change comme indiqués dans le **tableau 5**.

Au deuxième trimestre 2022, la Guinée a mis à jour sa stratégie de la dette à moyen terme (SDMT).

De cette mise à jour, il ressort l'analyse ci-après :

- le taux d'intérêt moyen de la dette extérieure est de 2,1% ;
- la durée de vie moyenne de la dette extérieure est de 9,6 ans ;
- le risque de change reste élevé à 56,50%.
- le risque de refinancement de la dette intérieure reste élevé avec une part importante de Bons de Trésor à maturité courte (1 an) 56,6%;

Il faut noter que le risque budgétaire lié au non-recouvrement de ces prêts rétrocédés aux entreprises bénéficiaires est élevé (**voir tableau 6**).

Le montant total des soldes engagés non décaissés s'élève à **USD 2 317 milliards soit GNF 20 017 milliards** au 30 juin 2022 (**voir tableaux 7**). Près de 60% de ce solde de financements proviennent de sources bilatérales, y compris le financement du projet Hydroélectrique de Souapiti.

Il est à signaler que ce montant serait sensiblement réduit si l'on soustrait les accords de prêts signés non encore décaissés en juin 2021 représentant **USD 741,74 millions, soit GNF 6 407,94 milliards**.

Le Plan d'endettement 2022-2023 prévoit la signature des projets comme indiqué dans le **tableau 9**.

II. Conclusion et Recommandations

Il est à signaler que les indicateurs de viabilité de la dette publique sont restés à un niveau modéré de risque de surendettement. Cependant, le portefeuille de la dette publique est exposé à des risques de refinancement pour la dette intérieure, de change pour la dette extérieure et de taux d'intérêt pour la dette publique.

Le taux d'endettement est resté complètement en deçà du seuil communautaire de la CEDEAO de 70% ce qui donne en principe une marge éventuelle de manœuvres pour mobiliser des ressources de financement des infrastructures socioéconomiques de base.

Le taux d'endettement est conforme au seuil de 35% de concessionnalité fixé par le FMI et la Banque Mondiale.

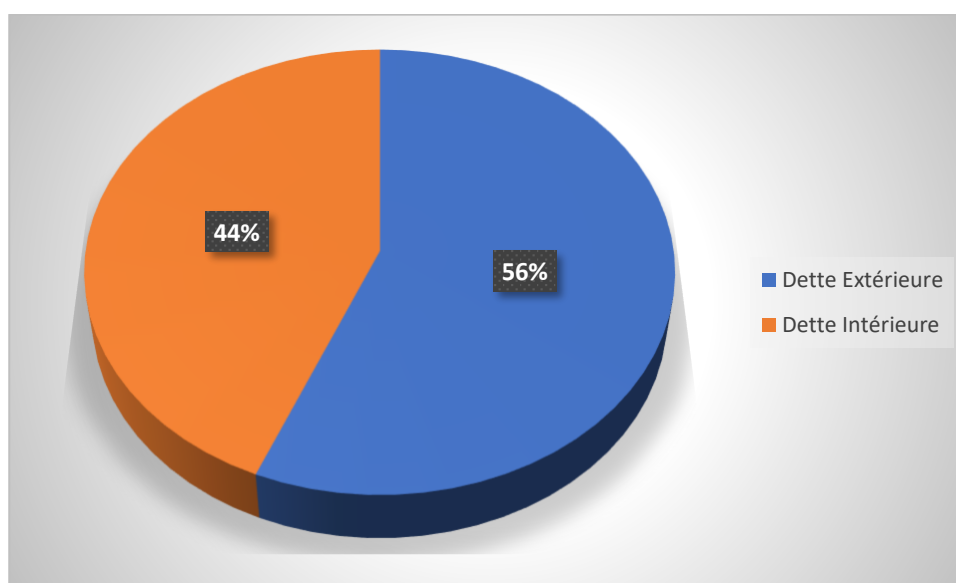
Il est important de signaler que la Guinée est parmi les cinq meilleurs pays au monde qui reçoivent les ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour les questions de transparence dans la gestion de la dette publique. Les critères qui ont favorisé ce résultat résident dans la publication à temps du bulletin statistique de la dette avec une périodicité régulière, une accessibilité facile, une bonne couverture des instruments (dette intérieure et extérieure) et les informations les plus récentes.

Ainsi, pour renforcer cette notation de la Banque Mondiale en matière de gestion de la dette, il est envisagé de :

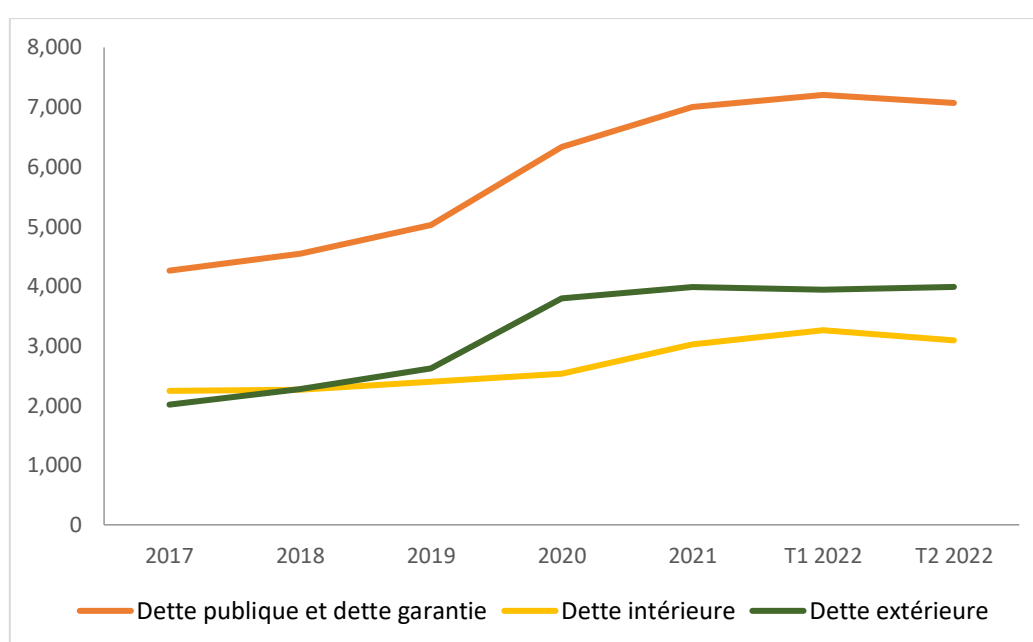
- accélérer le processus des décaissements des projets et programmes de développement en vue d'améliorer le taux d'absorption ;
- diversifier les instruments d'emprunt sur le marché intérieur pour financer les infrastructures, en privilégiant les émissions d'obligations du trésor, afin de minimiser les risques de refinancement ;
- diversifier le portefeuille de la dette extérieure en devises pour réduire les risques de changes ;
- former le personnel de l'utilisation efficiente du logiciel SYGADE.

III- ANNEXE

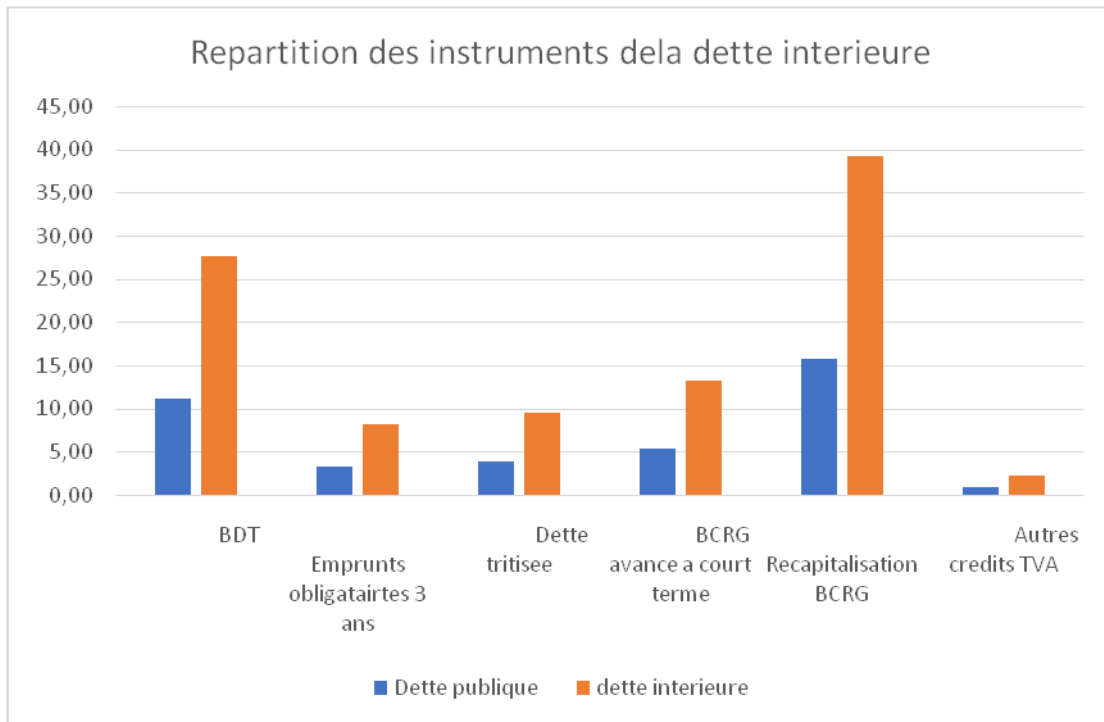
Graphique 1 : Répartition de l'encours de la dette publique



Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2017-T2 2022 en millions USD



Graphique 3 : Répartition de la Dette Intérieure par instruments



Graphique 4 : Répartition de la Dette Extérieure par catégorie de créanciers (en %)

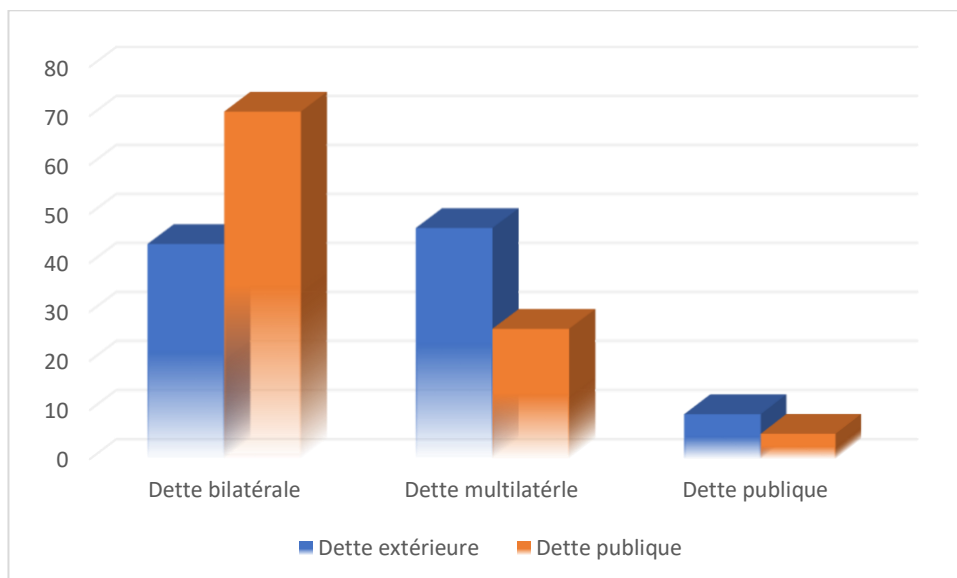
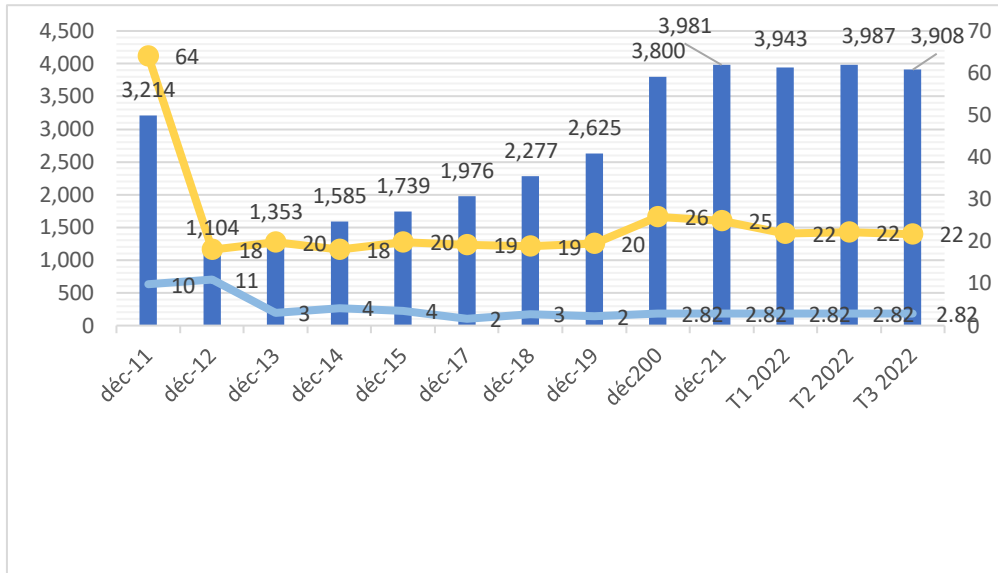


Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (millier USD) et du taux d'endettement public au 30 septembre 2022

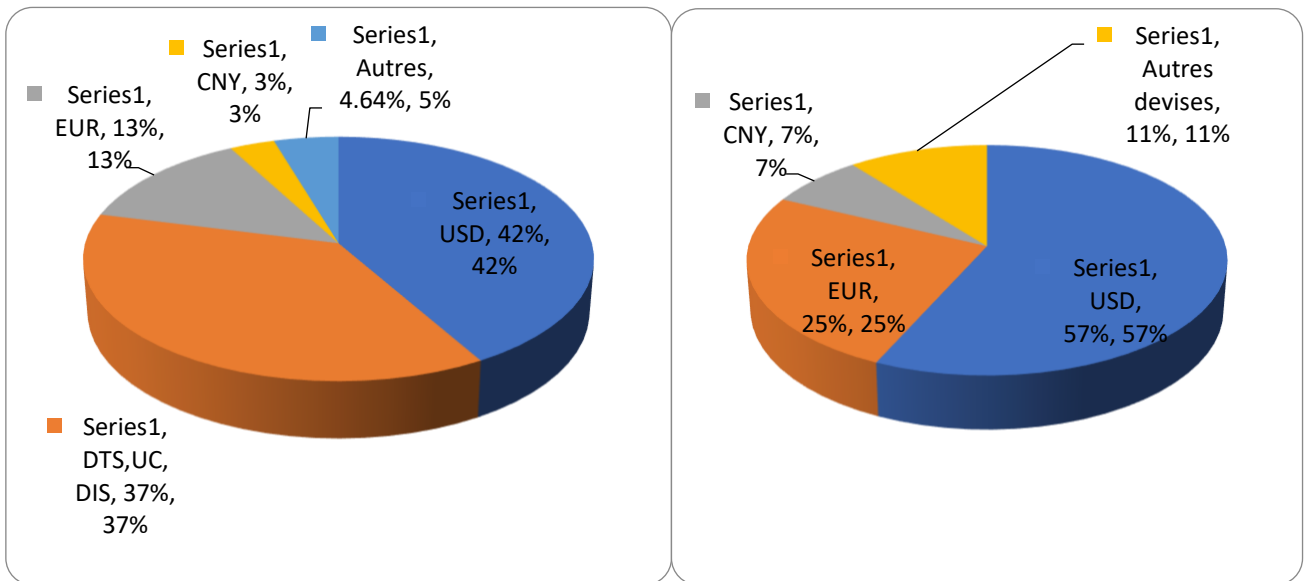
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	% du total	% du PIB
Dette publique et dette garantie	3 481	4 260	4 542	5 019	6 335	7 007	7 204	7 073	7 161	100,0	36,4
Dette intérieure	1 660	2 245	2 263	2 397	2 535	3 025	3 261	3 086	3 253	45,4	16,5
Bonds de Trésor (<12 mois)	288	341	470	517	726	950	957	849	904	12,6	4,6
Instruments du Trésor (1-3 ans)	40	76	46	160	209	137	142	229	248	3,5	1,3
Dette titrisée	137	81	160	194	256	276	435	364	384	5,4	2,0
BCRG (avances à court-term)	47	141	-8	137	316	0	0	0	0	0,0	0,0
BCRG (obligations à long-term)	832	1 176	1 162	1 122	1 028	1 092	1 134	1 156	1 227	17,1	6,2
Autres (Crédits TVA; arriérés)	316	431	432	267	*0	571	593	489	489	6,8	2,5
Dette extérieure	1 822	2 015	2 279	2 622	3 800	3 982	3 943	3 987	3 908	54,6	19,8
Créanciers multilatéraux	779	869	1 116	1 337	1 737	1 895	1 874	1 877	1 831	25,6	9,3
FMI	241	277	322	338	520	480	449	436	398	5,6	2,0
BM	220	240	341	467	575	622	621	610	590	8,2	3,0
Groupe BAD	99	122	136	173	208	230	237	243	234	3,3	1,2
BID	106	113	184	195	217	310	322	332	328	4,6	1,7
BEI	0	0	20	38	73	96	93	97	124	1,7	0,6
Autres créanciers Multilatéraux	113	117	113	125	143	157	152	158	157	2,2	0,8
Créanciers bilatéraux	984	1 083	1 102	1 181	1 800	1 767	1 755	1 747	1 716	24,0	8,7
Paris Club (excl. C2D)	28	31	29	33	41	46	45	43	41	0,6	0,2
Non-Paris Club	957	1 053	1 073	1 147	1 759	1 542	1 534	1 525	1 495	20,9	7,6
Angola	145	141	127	117	113	113	108	108	103	1,4	0,5
China	525	600	630	650	1 277	1 246	1 242	1 236	1 210	16,9	6,1
Prêt Souapiti dam	0	0	0	0	575	575	575	575	575	575,1	575,1
Kuwait	73	83	77	78	75	76	75	77	80	1,1	0,4
Libya	42	42	42	42	52	52	52	52	52	0,7	0,3
Saudi Arabia	75	90	101	106	104	102	99	102	101	1,4	0,5
Others	96	96	96	154	139	179	177	179	180	2,5	0,9
											0,0
Créanciers commerciaux	59	62	61	104	262	319	314	363	361	5,0	1,8
ICBC	0	0	0	44	202	259	254	311	310	3,2	1,6

C2D balance ^{1/}	112	104	76	47	51	46	47	40	37	0,8	0,3	
Arriérés extérieurs	147	150	149	149	164	164	164	150	149	2,6	1,1	
Taux de change officiel (GNF/USD)	9 225	9 006	9 085	9 401	9 990	9 142	8 805	8 639	8 603			

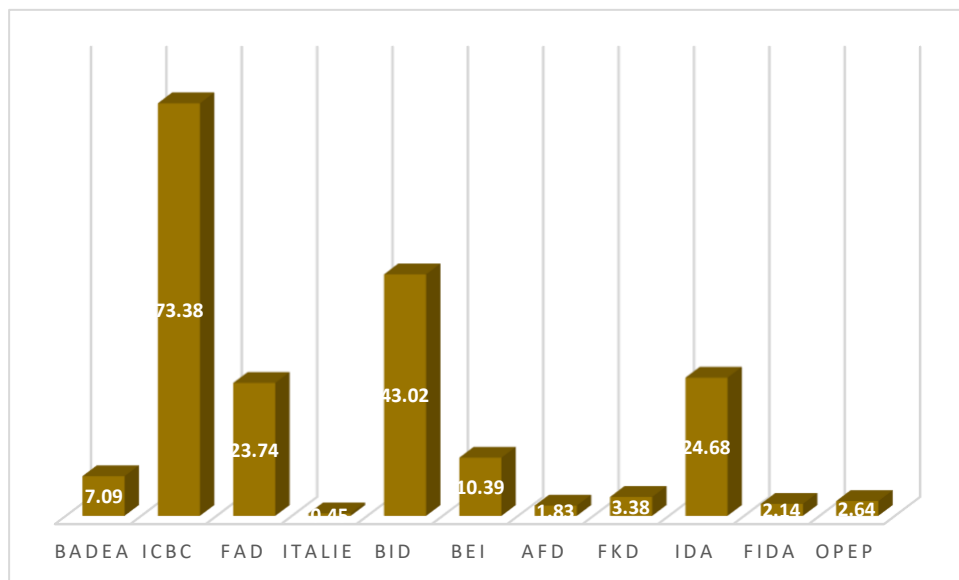
Graphique 5 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques



Graphique 6 : DTS Avant Décomposition /Après Décomposition du DTS



Graphique 7 : Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs au 30 juin 2022



Graphique 8 Profil d'amortissement de la dette publique

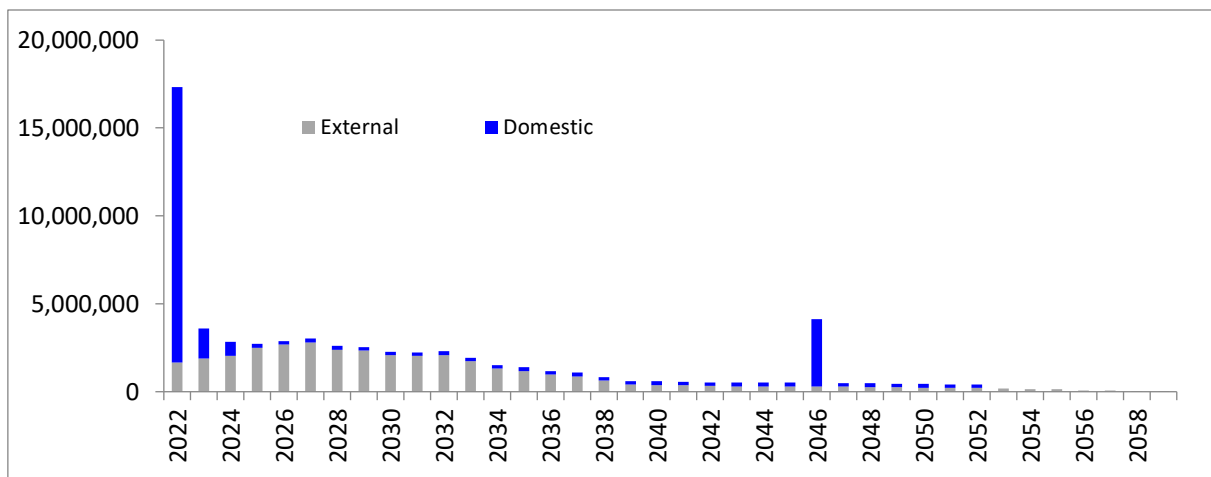


Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres

Dette extérieure	2021					2022				
	T1	T2	T3	T4	Total T1-T4	T1	T2	T3	T1-T3	
Total	96	65	89	49	299	40	152	82	275	
Dette bilatérale	14	0	56	2	72	2	77	23	102	
CDP	4	0	0	0	4	1	1	0	2	
Fonds Arabes	0	0	4	2	6	1	3	4	8	
Bilatéraux	10	0	52	0	62	0	73	18	91	
HCDP										
Multilatéraux	81	65	32	47	225	39	75	59	173	
IDA	41	19	6	5	71	10	15	7	32	
FMI		0	0	0		0	0	0	0	

Source: DNDAPD

Tableau 3 : Exécution du service de la dette publique au 30 septembre 2022 (milliard GNF)

Troisième trimestre 2022	Prévision LFI			Réalisation fin septembre 2022			taux réalisation
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	
DETTE PUBLIQUE	4 001,85	1 200,60	5 202,45	2 009,52	1 251,69	3 261,21	62,69
Dette Intérieure	2 115,46	888,10	3 003,56	1 561,57	952,94	1 576,33	52,482021
Bons du Trésor		535,75	535,75		698,49	258,55	48,26
Dette BCRG		196	196		98,098	0	0,00

Dettes Titrisées	874,57		874,57	645,64		284,39	32,52
Crédits Fournisseurs	400		400	75,039		36,149	9,04
Emprunt obligataire 2019	431,01	53,88	484,89	431,01	53,88	484,89	100,00
Emprunt obligataire 2020	409,88	102,47	512,35	409,88	102,47	512,35	100,00
Dettes Extérieures	1 886,39	312,501	1 198,89	447,948	298,750	746,698	62,282448
Dettes Bilatérales	998,301	215,870	1214,171	175,197	194,042	369,239	30,41
Dettes Multilatérales	792,574	94,253	886,827	203,334	82,466	285,801	32,23
Dettes commerciales	95,513	2,377	97,891	69,416	22,242	91,658	93,63

Tableau 4 : Nouveaux engagements :

Bailleurs	Intitulé du Projet	Signature	Montant en USD	Durée	Différé	Taux d'intérêt	observations
Agence Française de Développement	Projet de construction d'un centre de décharge à grand Conakry	juillet-22	70	25	5	TICR	50 prêts et 20 dons
BADEA	Financement d'opérations d'importation d'intrants agricoles par la Guinée en provenance des Pays Arabes	juillet-22	55	3	1	4,5	Garantie

Tableau 5 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2021

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette Totale
Montant (in millions of GNF)		35 934 397,6	27 655 409,0	63 589 806,6
Montant (in millions of USD)		3 930,7	3 025,1	6 955,7
Dette nominale en % du PIB		23,3	17,9	41,2
VA en % du PIB		18,8	17,9	36,7
Coût de la dette	Intérêt en % du PIB	0,5	0,2	0,7
	Taux moyen pondéré (%)	2,1	1,3	1,8
Risque de refinancement	Durée de vie moyenne (ans)	9,6	7,3	8,6
	Dette arrivant à maturité dans 1 an (% du total)	4,6	56,6	27,2
	Dette arrivant à maturité dans 1 an (% du PIB)	1,1	10,1	11,2
Risque de taux d'intérêt	ATR (ans)	9,0	7,3	8,3
	Dette dont le taux doit être refixé dans 1 an (% du total)	11,7	56,6	31,2
	Dette à taux fixe BT inclus (% du total)	92,9	100,0	96,0
	BT (% du total)	0,0	31,39	13,55
Risque de change	Dette libellée en devises (% de la dette totale)			56,50
	Dette à court terme libellée en devises (% des réserves étrangères)			9,4

Source : DND-APD

Source : DNDAPD

Tableau 6 : Prêts rétrocédés et Dettes garanties (en millions USD)

Créanciers	Projet	Secteur	Bénéficiaire	Encours au 30/06/2022	Encours au 30/09/2022
Eximbank Chine	Projet Backbone	NTIC	SOGEB	214	214
Eximbank Chine	Projet Kaleta	Electricité	SOGEKA	402	396,897
Eximbank Chine	Projet Kaleta	Electricité	SOGES	575	575
Eximbank Chine	Réhabl Sotelgui	NTIC	SOTLGUI	32	31
FAD	Interconnexion	Electricité	OMVG	48	49,785092
BEI	Interconnexion	Electricité	OMVG	63	63
BEI	Energie	Electricité	EDG	15	15
BEI	Inter Guinée Mali	Electricité	EDG		34,75
IDA	Interconnexion	Electricité	OMVG	11	12,05357
AFD	RehabilitElect	Electricité	EDG	8	8
Total prêts rétrocédés				1 366,77	1399,1175

Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette en devise

Dette extérieure	T4 2020		T1 2021		T2 2021		T3 2021		T4 2021		T1 2022		T2 2022	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Bilatéraux	1 456,43	63	1 442,10	59	1 493,10	61	1 436,65	61	1437	62	1435	63	1358	58
Multilatéraux	841	37	1009	41	944	39	912	39	880	38	842	37	969	42
TOTAL	2298	100	2451	100	2437	100	2 48,90	100	2317	100	2276	100	2327	100

Tableau 8 : Plan de financement

Créanciers	Intitulé du Projet	Date signature	devises	Montant en devise	Montant (millions USD)
BID	Route Boké Québo (co-financement	2020	EUR	41,80	51,50
AFD	Projet d'évacuation de l'énergie de Souapiti à Conakry	2020	EUR	25,00	31,80
BEI	Ligne de transmission Linsan-Fomi	2020	EUR	170,00	209,50
AFD	Projet déchets Conakry	2021	EUR	49,19	60,60
AFD	Limite de prêt approuvé par l'assemblée française	2021	EUR	49,68	61,20
BADEA	Projet de réalisation de 700 forages systèmes et 5 systèmes APE à pompage solaire en milieu rural	2021	USD	14,30	14,30
BADEA	Projet de rééquilibrage régional pour l'AEPA en milieu rural	2021	USD	62,31	62,31
BID	Centre d'Autonomisation des Femmes	2021	USD	10,00	10,00
BID	Projet de renforcement des capacités des jeunes et des femmes dans les zones affectées par l'épidémie Ebola	2021	USD	10,00	10,00
BID	Projet d'Aménagement des Espaces Pastoraux	2021	USD	15,00	15,00
BID	Projet National de Plateformes Multifonctionnelles	2021	USD	8,00	8,00
BID	Projet de Construction de la Route Labé-Mali	2021	USD	100,00	100,00
BID	Projet de Développement des Infrastructures Rurales	2021	USD	90,00	90,00
BID	Assainissement des grandes villes en Guinée	2021	USD	38,00	38,00
BID	Projet d'Aménagement de la Corniche Nord 2*2	2021	USD	50,00	50,00
Eximbank Inde	Construction des hôpitaux de Kankan et Nzérékoré : Avenant pour couvrir les équipements	2021	USD	20,52	20,52
Eximbank Suède	Projet interconnexion électrique KoubiaTougué-Dinguiraye Siguiri	2021	USD	157,00	157,00
FMO Hollande	Cinq ponts à Conakry	2021	EUR	36,00	44,40
IDA – regular	Enclave loan: Guinea Agribusiness Development Project	2021	USD	100,00	100,00
IDA – regular	Agriculture Sector Support	2021	DTS	20,55	28,3
IDA – regular	Development Policy Financing - Budget support for 2021	2021	USD	40,00	40,00
IDA – regular	Residual project to Complete Guinea's USS	2021	USD	87,00	87,00
Total					1 289,40